



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Paris, le

**Le ministre de l'Intérieur
Le ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et des Comptes publics**

à

**Mesdames et Messieurs les préfets de département
Mesdames et Messieurs les présidents des conseils d'administration
des services d'incendie et de secours**

Référence	NOR : INTK2429455J
Date de signature	
Emetteur	INT – Ministère de l'Intérieur
Objet	Remboursement de l'accise supportée lors de l'acquisition des gazoles et essences par les services d'incendie et de secours pour les besoins de la propulsion de leurs véhicules
Commande	
Action(s) à réaliser	
Echéance	
Contact utile	
Nombre de pages et annexes	42 pages, incluant 3 annexes

Les services d'incendie et de secours (SIS) bénéficient d'un tarif nul d'accise sur les gazoles et essences utilisés pour les besoins de la propulsion de leurs véhicules conformément aux articles L. 312-78-1 et L. 312-78-2 du code des impositions sur les biens et services (CIBS). Cette exonération est appliquée au moyen d'un remboursement prévu, pour les quantités acquises à compter du 12 juillet 2023, par les dispositions combinées des articles L. 171-1 et L. 311-36 du CIBS et du décret n° 2024-241 du 19 mars 2024 pris pour leur application.

La présente instruction précise les conditions de recevabilité et d'éligibilité des dossiers de demandes de remboursement ainsi que les modalités de paiement et de comptabilisation.

TABLE DES MATIERES

1. LE TERRITOIRE DE TAXATION 5

2. LES BÉNÉFICIAIRES DU REMBOURSEMENT 5

3. LES FACTURES ÉLIGIBLES AU REMBOURSEMENT 6

3.1. LES PRODUITS CONCERNES 6

3.2. LA PERIODE D'ÉLIGIBILITE 6

3.3. LES CONDITIONS D'UTILISATION DES PRODUITS 6

4. LE REMBOURSEMENT 7

4.1. RAPPEL DES TARIFS NORMAUX D'ACCISE 7

4.2. CALCUL DU MONTANT DU REMBOURSEMENT 8

5. LE DÉPÔT, LE CONTRÔLE ET L'INSTRUCTION DES DEMANDES 9

5.1. LE DEPOT DE LA DEMANDE DE REMBOURSEMENT PAR LE SERVICE D'INCENDIE ET DE SECOURS 9

5.2. LE CONTROLE DE LA RECEVABILITE DES DEMANDES 10

5.3. LE CONTROLE DE LA LIQUIDATION 11

5.4. LE CONTROLE DE L'ACQUIT LIBERATOIRE 12

6. LA MISE EN PAIEMENT 12

6.1. LA MISE EN ŒUVRE D'UNE PROCEDURE DE DSOCO DANS CHORUS 12

6.2. LES ECRITURES COMPTABLES 12

6.3. L'ARCHIVAGE DES DOCUMENTS COMPTABLES ET DES PIECES JUSTIFICATIVES 15

7. LE TRAITEMENT DES RÉCLAMATIONS 15

8. LE TRAITEMENT DES INDUS 16

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Dispositions réglementaires applicables

ANNEXE N° 2 : Annuaire des services d'incendie et de secours

ANNEXE N° 3 : Modèle de lettre de notification de décision

1. LE TERRITOIRE DE TAXATION

Le remboursement de l'accise sur les gazoles et les essences n'est applicable qu'en France métropolitaine, incluant la collectivité de Corse.

Dans les collectivités régies par l'article 73 de la Constitution, les tarifs normaux et réduits, applicables à l'accise sur les gazoles et les essences, sont fixés par les régions concernées conformément à l'article L. 312-38 du CIBS.

Dès lors, les articles L. 312-78-1 et L. 312-78-2 du CIBS ne sont pas applicables dans ces collectivités, sauf à ce que celles-ci en délibèrent autrement.

Par conséquent, si l'une de ces collectivités prend une délibération permettant d'appliquer un tarif nul d'accise aux services d'incendie et de secours, la demande de remboursement portera sur la différence entre le tarif nul et le niveau du tarif normal d'accise appliqué dans la collectivité.

Cas des SIS s'approvisionnant dans un autre pays de l'Union européenne :

Les règles de territorialité de l'accise sur les produits énergétiques sont prévues par la directive (UE) 2020/262 du Conseil du 19 décembre 2019 établissant le régime général d'accise. Son article 8 précise que l'application des tarifs d'accise et les modalités de remboursement sont déterminées par chaque Etat membre. L'article 10 indique que le remboursement d'accise intervient dans le pays où le produit concerné a été mis à la consommation.

En droit national, il ressort des dispositions combinées des articles L. 311-12 et L. 311-15 du CIBS que l'accise ne peut faire l'objet d'un remboursement que si elle a donné lieu à une mise à la consommation et a donc été supportée sur le territoire de taxation.

Ainsi, les SIS qui s'approvisionneraient dans un autre pays de l'Union européenne ne pourraient pas bénéficier, au titre de ces approvisionnements, du tarif nul prévu aux articles L. 312-78-1 et L. 312-78-2 du CIBS.

2. LES BÉNÉFICIAIRES DU REMBOURSEMENT

Sont éligibles au remboursement les services d'incendie et de secours qui ont acquitté l'accise sur les gazoles et les essences pour les besoins de la propulsion de leurs véhicules.

Aux termes de l'article L. 722-1 du code de la sécurité intérieure, « les services d'incendie et de secours se composent des services départementaux, territoriaux et locaux régis par le chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du code général des collectivités territoriales ainsi que de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris et du bataillon de marins-pompiers de Marseille ».

Les services départementaux d'incendie et de secours de métropole, la brigade de sapeurs-pompiers de Paris, le bataillon de marins-pompiers de Marseille et un millier de services locaux qui ont acquis depuis le 12 juillet 2023 des gazoles et essences pour les besoins de la propulsion de leurs véhicules sont éligibles à l'exonération de l'accise qu'ils ont supportée.

Les annuaires de ces services sont présentés en annexe n° 2.

Les associations communales agréées de sécurité civile ne sont pas dans le champ du dispositif.

L'expertise du bureau du pilotage et des acteurs du secours du ministère de l'intérieur peut être sollicitée en cas de difficultés rencontrées par les services instructeurs dans la détermination de la qualité de service d'incendie et de secours à l'adresse mail suivante : fiscalite-sis@interieur.gouv.fr

3. LES FACTURES ÉLIGIBLES AU REMBOURSEMENT

3.1. LES PRODUITS CONCERNES

Sont éligibles au tarif nul d'accise les produits énergétiques visés par les catégories fiscales « gazoles » et « essences » des produits énergétiques utilisés comme carburant prévues à l'article L. 312-22 du CIBS.

Lorsqu'un produit ne relève pas de l'une de ces catégories fiscales, il relève de la catégorie du produit auquel il est « équivalent », à savoir celui auquel il se substitue effectivement dans son utilisation ou, à défaut, celui qui lui est le plus proche par ses propriétés et sa destination. Par exemple : gazole XTL.

Il convient également de vérifier, dans les factures faisant apparaître une offre gratuite du fournisseur sur une partie du volume livré, que celle-ci a bien été soustraite du volume éligible si cela conduit à ce que l'utilisateur du produit ne supporte pas l'accise afférente à ces quantités.

3.2. LA PERIODE D'ÉLIGIBILITE

Le dispositif de remboursement s'applique aux acquisitions de gazoles et essences intervenues à compter du 12 juillet 2023.

3.3. LES CONDITIONS D'UTILISATION DES PRODUITS

Les quantités figurant sur les factures (ou copies de factures) fournies par le demandeur ne sont éligibles au remboursement que dans la limite des volumes utilisés pour la propulsion des véhicules des services d'incendie et de secours.

En l'absence de définition donnée par le texte de loi, il convient de considérer que les véhicules concernés peuvent être des camions, des voitures, des quads mais aussi des bateaux et des aéronefs (avions et hélicoptères). Ne sont toutefois pas éligibles les volumes ayant donné lieu à l'application des tarifs réduits ou nuls prévus aux articles L. 312-54, L. 312-55 et L. 312-58 du CIBS.

Dans certains cas particuliers, les produits consommés ne sont pas éligibles :

- les essences utilisées pour l'alimentation des groupes électrogènes ;
- les gazoles et essences consommés pour la propulsion de véhicules des services locaux affectés à d'autres usages que ceux des services d'incendie et de secours (véhicules mis à disposition de l'union départementale des sapeurs-pompiers, livraison de repas à domicile par exemple).

Le représentant de l'organisme demandeur certifie sur l'honneur :

- que l'usage des gazoles et essences pour lesquels il sollicite le remboursement d'accise est conforme aux conditions d'éligibilité fixées par la loi ;

- que le remboursement d'accise sollicité ne concerne pas une opération effectuée au titre des colonnes de renfort intervenues en 2023 et 2024 compte tenu des prises en charge déjà effectuées par l'État au titre du dispositif de remboursement des colonnes de renfort prévu par l'article L. 742-11 du code de sécurité intérieure¹. Le dispositif de remboursement des accises pourra leur être appliqué à partir de 2025. Le montant HT et la TVA des factures continueront d'être pris en charge par l'État au titre du remboursement des colonnes de renfort.

4. LE REMBOURSEMENT

4.1. RAPPEL DES TARIFS NORMAUX D'ACCISE

Depuis l'entrée en vigueur du CIBS, les tarifs normaux d'accise sur les produits énergétiques utilisés comme carburant, hors majorations régionales, figurent à l'article L. 312-35 de ce code.

Si le CIBS utilise comme unité de mesure du pouvoir calorifique des énergies les mégawattheures, en pratique la facturation est opérée en litres. L'arrêté du 13 décembre 2022 constatant divers tarifs et seuils de régime d'impositions relatifs à certaines impositions sur les biens et services détermine les modalités de conversion et fixe les tarifs exprimés en hectolitres à compter de 2022 - sous réserve de modifications ultérieures.

Produits	Tarif normal à compter de 2022
Gazoles	59,40 €/MWh ou 59,40 €/hL
Essences	76,826 €/MWh ou 68,29 €/hL

Dans les collectivités autres que celles régies par l'article 73 de la Constitution (cf. point 1 *supra*), les tarifs normaux peuvent faire l'objet des majorations dans les limites suivantes, conformément à l'article L. 312-39 du CIBS :

- 1,35 €/MWh ou 1,35 €/hL pour la catégorie fiscale des gazoles ;
- 0,821 €/MWh ou 0,73 €/hL pour la catégorie fiscale des essences.

Pour le cas particulier de la région Île-de-France, des majorations supplémentaires peuvent s'appliquer, conformément à l'article L. 312-40 du CIBS, dans les limites suivantes :

- 1,89 €/MWh ou 1,89 €/hL pour la catégorie fiscale des gazoles ;
- 1,148 €/MWh ou 1,02 €/hL pour la catégorie fiscale des essences.

Pour le cas particulier de la collectivité de Corse, le tarif normal de la catégorie fiscale des essences est minoré de 1,125 €/MWh conformément à l'article L. 312-41 du CIBS, ou de 1 €/hL conformément à l'article 2-8 de l'arrêté précité.

¹ « L'État prend à sa charge les dépenses afférentes à l'engagement des moyens publics et privés extérieurs au département lorsqu'ils ont été mobilisés par le représentant de l'État ».

Pour résumer, les tarifs en vigueur depuis 2023 sont les suivants :

Régions	Gazoles	Essences SP95-E5 et SP98	Essences SP95-E10	Gazole B100	Ethanol-diesel ED95
Corse	59,40 €/MWh ou 59,40 €/hL	77,701 €/MWh ou 67,29 €/hL	74,576 €/MWh ou 65,29 €/hL	12,905 €/MWh ou 11,83 €/hL	12,119 €/MWh ou 6,43 €/hL
Île-de-France	62,64 €/MWh ou 62,64 €/hL	78,795 €/MWh ou 70,04 €/hL	76,536 €/MWh ou 68,04 €/hL		
Auvergne-Rhône-Alpes	60,48 €/MWh ou 60,48 €/hL	77,479 €/MWh ou 68,87 €/hL	75,229 €/MWh ou 66,87 €/hL		
Autres régions	60,75 €/MWh ou 60,75 €/hL	77,647 €/MWh ou 69,02 €/hL	75,397 €/MWh ou 67,02 €/hL		

4.2. CALCUL DU MONTANT DU REMBOURSEMENT

Le montant du remboursement est égal à la somme des accises supportées à l'acquisition des gazoles et essences éligibles au sens du point 3.3 *supra*, utilisés pour les besoins de la propulsion des véhicules des services d'incendie et de secours.

Le remboursement est calculé en appliquant au volume des carburants acquis dans chaque région ou dans la collectivité de Corse la différence entre le tarif normal de l'accise qui y est applicable et le tarif nul mentionné à l'article L. 312-78-1 du CIBS.

- Exemple n° 1 :

Le SDIS des Yvelines a acquis 1 000 litres de gazoles dans les Yvelines et 200 litres de SP95-E5 en Eure-et-Loir.

Le remboursement d'accise s'élève à :

$$1\,000 \times 0,6264 \text{ €/l} + 200 \times 0,6902 \text{ €/l} = 764,44 \text{ €}.$$

- Exemple n° 2 :

Le SDIS de Corse a acquis 1 500 litres d'essence SP95-E10 et 500 litres d'essence SP95-E5.

Le remboursement d'accise s'élève à :

$$1\,500 \times 0,6529 \text{ €/l} + 500 \times 0,6729 \text{ €/l} = 1\,315,84 \text{ €}.$$

5. LE DÉPÔT, LE CONTRÔLE ET L'INSTRUCTION DES DEMANDES

5.1. LE DEPOT DE LA DEMANDE DE REMBOURSEMENT PAR LE SERVICE D'INCENDIE ET DE SECOURS

L'article 2 du décret du 19 mars 2024 précité prévoit que « *la demande de remboursement est effectuée par voie électronique au moyen d'un formulaire conforme au modèle fixé par l'administration. Toutefois, lorsque le demandeur n'a pas accès à un moyen de communication électronique, la demande est adressée par voie postale* ».

Afin de faciliter l'établissement de leur demande, l'administration a élaboré un fichier intitulé Calculette « *Remboursement accises SIS campagne 20XX pour le SIS XX* » qui sera mis à la disposition des services d'incendie et de secours sur le site Internet du ministère de l'intérieur dans la rubrique concernant la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises, dans l'onglet « *moyens et équipements des services départementaux d'incendie et de secours* », où par ailleurs l'ensemble du fonds documentaire associé sera également déposé.

Ce fichier comprend plusieurs onglets :

- une notice (onglet n° 1) ;
- la liste des acquisitions (à renseigner par l'organisme demandeur – onglet n° 2) ;
- un formulaire de demande (onglet n° 3) ;
- une aide – récapitulatif des montants ;
- les différents tarifs d'accise.

L'organisme remplit la « *Liste des acquisitions* » (onglet n° 2 de la calculette) avec les factures, les dates et régions d'acquisition des gazoles et essences ainsi que leurs quantités.

Les montants totaux sont automatiquement reportés dans le récapitulatif (onglet « *Aide – récapitulatif des montants* » de la demande), reprenant la somme des quantités de gazoles et d'essences soumises à un tarif d'accise qui diffère selon la région d'approvisionnement. L'onglet « *Aide – récapitulatif des montants* » peut servir au remplissage du formulaire de demande (onglet n° 3).

L'organisme peut reporter ou copier-coller dans l'onglet n° 3 les données mentionnées dans l'onglet « *Aide – récapitulatif des montants* » conformément au processus décrit dans la notice disponible dans l'onglet éponyme de la calculette.

Après avoir rempli cette demande, le demandeur réunit l'ensemble des pièces justificatives requises.

Le dossier (onglets n° 2 et 3 de la calculette et pièces justificatives), dûment complété et signé, doit être transmis à la direction régionale ou départementale des finances publiques (DR/DDFiP) du département de résidence du service d'incendie et de secours demandeur, à l'adresse électronique de la division en charge des opérations de l'État avec un objet normé : « *Remboursement accises SIS campagne 20XX* ».

Selon qu'il s'agit d'une direction régionale ou départementale, cette adresse se présente de la façon suivante :

drfip[code du département].gestionpublique@dgfip.finances.gouv.fr

Exemple : drfip69.gestionpublique@dgfip.finances.gouv.fr

ou :

ddfip(code du département).gestionpublique@dgfip.finances.gouv.fr

Exemple : ddfip28.gestionpublique@dgfip.finances.gouv.fr

En cas de difficultés, les demandeurs sont invités à se rapprocher de leur conseiller aux décideurs locaux (CDL).

Conformément à l'article 3 du décret du 19 mars 2024 précité, la demande est déposée :

- « 1° Au plus tôt le 1^{er} janvier de l'année suivant l'année d'acquisition des produits au titre de laquelle le remboursement est sollicité » ;
- « 2° Au plus tard, le 31 décembre de la seconde année qui suit l'année d'acquisition des produits au titre de laquelle le remboursement est sollicité ».

En vertu de l'article 2 du même décret, « un même service ne peut pas déposer plus d'une demande au cours d'une même année civile ».

La demande unique devra donc récapituler la totalité des achats éligibles de gazoles et d'essences.

Les demandes multiples émanant du même demandeur, une fois décelées, ne seront pas instruites et le demandeur se verra notifier le rejet de son dossier.

5.2. LE CONTROLE DE LA RECEVABILITE DES DEMANDES

Selon l'organisation locale arrêtée par chaque DR/DDFiP, le service chargé de l'instruction des demandes au sein de la division en charge des opérations de l'État vérifie que les dossiers transmis relèvent effectivement de sa compétence. A défaut, le dossier est retransmis à la DR/DDFiP territorialement compétente. Le demandeur doit être informé de cette transmission.

Ce circuit doit permettre à la DR/DDFiP du département où se situe le service d'incendie et de secours d'exercer l'instruction et le contrôle des doubles demandes.

Le service instructeur s'assure que le dossier déposé est complet et recevable en la forme.

Celui-ci doit contenir les pièces suivantes :

- la demande de remboursement. Cette demande comprend un onglet listant les factures dont le remboursement est sollicité et un onglet récapitulant les remboursements demandés en fonction des carburants et régions d'approvisionnement ;
- les copies des factures de gazoles et d'essences.

Il est rappelé que, s'agissant de bénéficiaires dotés d'un comptable public, le remboursement s'opérera via l'avis de règlement transmis par la DR/DDFiP au comptable assignataire. La production d'un IBAN n'est donc pas requise.

Ce premier contrôle consiste à s'assurer de l'exhaustivité des pièces et de leur concordance avec la demande. Les factures des véhicules doivent correspondre exactement au nom du demandeur.

Il convient également de s'assurer que les demandes de remboursement sont déposées dans le délai fixé, soit jusqu'au 31 décembre de la seconde année qui suit l'acquisition des produits au titre de laquelle le remboursement est sollicité.

Les dossiers incomplets, mal remplis ou comportant des documents irrecevables (facture hors période éligible notamment, selon la date de dépôt de la demande) sont, sans délai, retournés au service d'incendie et de secours avec mention des pièces manquantes ou du motif du rejet, à l'appui d'une lettre dont un modèle est joint en annexe n° 3.

Le service instructeur demande à la paierie départementale ou au service de gestion comptable en charge de la gestion comptable du service d'incendie et de secours de s'assurer de l'effectivité du paiement des factures produites par le SIS.

5.3. LE CONTROLE DE LA LIQUIDATION

Par souci de simplification, le contrôle de la liquidation est limité à la vérification de la concordance entre le montant des factures et ceux reportés dans le récapitulatif et à l'application du taux de remboursement.

Les quantités mentionnées par le demandeur doivent être soit identiques à celles des factures, soit inférieures (cas où les quantités facturées correspondent partiellement à des utilisations inéligibles).

Les services vérifient également que les factures produites par les services d'incendie et de secours ne correspondent pas à des périodes d'intervention en renfort.

Anomalies possibles :

- factures comprenant des quantités inférieures à celles indiquées sur le récapitulatif : le nombre retenu est celui indiqué sur la facture ; la liste des factures est rectifiée avec indication du montant inscrit sur les factures ; le total est corrigé sur le récapitulatif ; le bénéficiaire est avisé de cette rectification (cf. modèle de lettre en annexe n° 3) ;
- factures comprenant des quantités supérieures à celles mentionnées dans la demande : pas de rectification ; le montant indiqué dans la demande sert au calcul de la somme à rembourser ;
- récapitulatif erroné : le montant exact est indiqué à l'encre rouge ; le bénéficiaire est avisé de cette rectification.

Il est à noter qu'il n'est pas prévu de contrôler le volume particulièrement élevé de gazoles et d'essences. Toutefois, les services instructeurs peuvent demander des justifications quand un bénéficiaire présente une demande de remboursement nettement supérieure à celle des années précédentes. Ainsi, en cas de doute, il est recommandé de rapprocher la demande de celle de l'année précédente.

5.4. LE CONTROLE DE L'ACQUIT LIBERATOIRE

Pour les bénéficiaires dotés d'un comptable public, le paiement sera libératoire dès lors qu'il est réalisé entre les mains du comptable assignataire du bénéficiaire.

Dans Chorus, les tiers bénéficiaires² dotés d'un comptable public³ portent automatiquement l'ensemble des éléments permettant le paiement auprès du comptable de rattachement.

Par conséquent, lorsque le paiement s'effectue par transfert à un comptable non centralisateur (c'est-à-dire à partir d'un mode de paiement P), le destinataire de l'avis de règlement correspondra obligatoirement au comptable assignataire du demandeur mentionné sur le récapitulatif (onglet n° 3 de la demande) et indiqué sur la demande de paiement.

De même, dans le cas d'un paiement par transfert à un comptable centralisateur (c'est-à-dire à partir d'un mode de paiement T), le comptable bénéficiaire du transfert correspondra automatiquement au comptable assignataire du demandeur mentionné sur la demande (onglet n° 3 de la demande) et indiqué dans la demande de paiement.

6. LA MISE EN PAIEMENT

6.1. LA MISE EN ŒUVRE D'UNE PROCEDURE DE DSO DANS CHORUS

Les remboursements de l'accise sur les gazoles et essences consommés pour les besoins de la propulsion des véhicules des services d'incendie et de secours constituent des DSO « avant règlement », exécutées à l'initiative des pôles en charge des opérations de l'État des DR/DDFiP (DSOCO) dans le formulaire Chorus DSO, conformément à la procédure définie par l'instruction DGFIP n° 2015-04-5087 du 16 juin 2015 relative à la gestion dans Chorus des dépenses sans ordonnancement à l'initiative des pôles gestion publique des DR/DDFiP.

La prescription de la dépense dans ce formulaire se traduit par l'émission d'une demande de paiement (DP) directe de flux 4, sans engagement juridique préalable, générée vers la DR/DDFiP assignataire aux termes de l'annexe F de l'arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'État.

Le numéro attribué à chaque dossier est celui émis au moment de l'enregistrement dans Chorus formulaire (identifiant). Dans le cas de la transmission d'un dossier papier, il est impératif de reporter ce numéro sur le formulaire papier afin de faire le lien entre la future DP et le dossier papier.

6.2. LES ECRITURES COMPTABLES

Pour les SIS rattachés à une collectivité, le service instructeur renseigne le formulaire DSO au vu du dossier de remboursement.

² Les tiers bénéficiaires dans Chorus sont, en fonction des cas, soit directement les SIS, soit la collectivité territoriale à laquelle ils appartiennent.

³ Tiers de catégorie ZCOL dans la base tiers : <http://nausicaadoc.appli.impots/2013/019233>

Les champs obligatoires devront être renseignés de la manière suivante :

- Description : [à compléter] ;
- Tiers fournisseur : rechercher le tiers ZCOL correspondant ;
- Mode de paiement : « P » pour l'émission d'un avis de règlement si le SIS est géré par un PNC ou « D /T » si le SIS est un service de l'État (préfecture de police) ;
- Montant du remboursement ;
- Axe ministériel 2 : CHF – remboursement d'accises pour les services d'incendie et de secours (SIS)

Les remboursements portant sur les acquisitions de gazoles et d'essences sont enregistrés à la section ministérielle 07, programme 200, action 12, sous-action 04 : « *taxe intérieure sur les produits pétroliers* » selon le schéma suivant :

1/ Comptabilisation de la dépense budgétaire :

Type de pièce : SO

- **Débit** compte 7791123*

Compte budgétaire : 62

Centre financier : 0200-CLEC-C001

Domaine fonctionnel : 0200-12-04

Centre de coût : FIPGF3C075

- **Crédit** compte 4678880000

Compte budgétaire : 62

Centre financier : 0200-CLEC-C001

Domaine fonctionnel : 0200-12-04

Centre de coût : FIPGF3C075

2/ Remboursement de l'accise au SIS et solde du compte 4678880000 :

Deux solutions sont possibles :

a) Remboursement du SIS par ADR (*procédure à privilégier*)

1/ Le service comptabilité de la DR/DDFiP saisit une écriture manuelle dans le module FIGL de Chorus :

Transaction : FB50

Type de pièce : SA

Débit compte : 4678880000

Crédit compte : 1853300000

2/ Le service comptabilité de la DR/DDFiP saisit une écriture manuelle dans le module PSCD de Chorus⁴ :

Transaction : ZFPE1

Type de pièce : XA

EG : ADR0017

Débit compte : 1853300000

Crédit compte : 4755000000

NB : A réception de l'ADR, le SGC gestionnaire de la collectivité comptabilise l'ADR dans D2C

Débit compte : 3900

Crédit compte : 343

Cette écriture dans D2C permet de dénouer le compte 4755000000.

b) Remboursement de la collectivité gestionnaire du SIS par virement bancaire via l'application BDF DIRECT 2 (*solution de secours en raison des coûts liés à l'utilisation de cet applicatif*). Le service comptabilité de la DR/DDFiP :

- saisit le virement dans l'application BDF DIRECT 2 ;

- une fois, la demande de virement exécutée dans BDF DIRECT 2, il saisit une écriture manuelle dans le module FIGL de Chorus :

Transaction : FB50

Type de pièce : SA

Débit compte : 4678880000

Crédit compte : 5126410000 « Virements bancaires en cours de décaissement – Comptes d'opération des comptaibles centralisateurs »

A réception du relevé BDF (opération au débit du relevé), le compte 512641* sera dénoué par une écriture automatique (SI) issue de CADRAN (flux 29) :

Type de pièce : SI

Flux 29

Débit compte : 5126410000

Crédit compte : 51211000000

Une fois le formulaire validé par le service instructeur, une demande de paiement directe (DP) est générée dans Chorus cœur à destination du comptable assignataire du bloc 3.

Après comptabilisation de la DP par le comptable assignataire, selon le mode de paiement renseigné dans le formulaire :

- un avis de règlement est généré automatiquement si le mode de paiement « P » a été renseigné dans le formulaire à destination du poste comptable non centralisateur assurant la gestion du SIS. Ce dernier devra, à réception de l'avis de règlement, imputer cette recette au budget de cet organisme ;

⁴ Ce schéma comptable est applicable si la collectivité est située dans le ressort territorial de la DR/DDFiP. Si la collectivité n'est pas située dans le ressort de la DR/DDFiP, il convient d'utiliser la procédure des transferts de recettes vers un comptable centralisateur situé dans un autre département.

- une pièce de transfert TR est générée automatiquement si le mode de paiement « T » a été renseigné dans le formulaire pour un transfert à un comptable centralisateur ;
- la somme est imputée sur un compte d'imputation provisoire si le mode de paiement « D » a été renseigné dans le formulaire.

6.3. L'ARCHIVAGE DES DOCUMENTS COMPTABLES ET DES PIÈCES JUSTIFICATIVES

Les modalités définitives de conservation des pièces justificatives constituant les dossiers de DSOCO sont celles prévues par la réglementation en vigueur et le référentiel de contrôle interne organisationnel. Les pièces justificatives doivent être conservées de manière ordonnée et sécurisée par les services prescripteurs afin de ne pas compromettre les délais de remboursement.

Les divisions en charge des opérations de l'État des DR/DDFiP doivent assurer la conservation et l'archivage des pièces comptables conformément aux durées fixées par l'article 52 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Conformément à l'article R. 131-2-1 du code des juridictions financières, les comptes et pièces justificatives afférentes sont conservés jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant la date d'exécution de l'opération qu'elles justifient, et accessibles sur une plateforme d'archivage électronique, sur une application informatique ou, à défaut, sur support papier.

Lorsque les comptes et pièces justificatives accessibles sur support papier sont transmis à la Cour des comptes ou aux chambres régionales et territoriales des comptes pour l'exercice de leurs missions, la responsabilité de leur conservation incombe à ces derniers.

Les documents comptables et pièces justificatives sont conservés par la division État dépense/comptabilité des DR/DDFiP⁵, de manière à permettre l'exercice des contrôles sur pièces, notamment du droit d'évocation du comptable. Comme indiqué *supra*, les dossiers papiers doivent porter l'identifiant de la demande de paiement pour faciliter la recherche des pièces justificatives associées à la demande de paiement.

7. LE TRAITEMENT DES RÉCLAMATIONS

Les réclamations relatives à l'éligibilité des demandes seront traitées par les services de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère de l'intérieur. Une copie des dossiers sera mise à sa disposition, en tant que de besoin, par la DR/DDFiP (l'original étant une pièce justificative de la dépense, il doit rester à l'appui des pièces du compte annuel).

Les réclamations afférentes à la liquidation et au paiement seront instruites par la DR/DDFiP ayant procédé à l'instruction de la demande.

⁵ Cf. consignes de classement et d'archivages des pièces justificatives de DSO : <http://nausicaadoc.appli.impots/2013/001099>

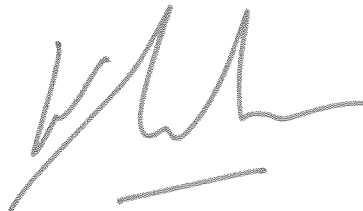
8. LE TRAITEMENT DES INDUS

Lorsque la DR/DDFiP qui a instruit une demande de remboursement constate que tout ou partie de ce remboursement n'était pas dû, il lui appartient d'exercer une action en restitution de l'indu à l'encontre du bénéficiaire, dans les conditions prévues par les articles 1302 à 1302-3 du code civil.

Ainsi, sur le fondement de l'article 40 du décret GBCP, la DR/DDFiP **instructrice** procède, dans un premier temps, à une tentative de récupération amiable, en liaison avec le comptable assignataire de la collectivité. Le cas échéant, le paiement amiable sera constaté selon la procédure de recettes au comptant (pièces DK et ZB). En cas d'échec, la direction concernée sollicite son service budget – immobilier - logistique (BIL) pour l'émission d'un titre de perception (pièce KD), qui sera pris en charge et recouvré par le comptable assignataire du bloc 3 compétent⁶.

A stylized handwritten signature consisting of a large 'L' shape with a small loop at the bottom right.

Bruno RETAILLEAU

A stylized handwritten signature with multiple sharp peaks and a horizontal line at the bottom.

Laurent SAINT-MARTIN

⁶ La cartographie des assignations RNF au 1^{er} janvier 2024 est disponible sous DOCAD à l'adresse suivante : Gestion publique > Comptabilité – dépense de l'État et Recettes non fiscales > Recettes non fiscales > Organisation du réseau RNF

<http://nausicaadoc.appli.impots/2019/001519>